



Le 16 septembre 2021

Communiqué de presse de la FTM-CGT, CGT Renault et la CGT Fonderie du Poitou Aluminium : Renault lâche les fonderies françaises !

Renault a décidé de ne pas consulter la Fonderie du Poitou Aluminium pour l'attribution de la culasse HR18, qui sera fabriquée en Turquie.

L'avenir de la Fonderie du Poitou Aluminium est compromis sans un chiffre d'affaires supérieur à 30 millions d'euros. Il est actuellement de 21 millions d'euros. Sans l'attribution d'activité supplémentaire telle la future culasse HR18 et la technologie CPC pour la fabrication des pièces de liaison au sol (véhicules électriques et thermiques), toute opportunité d'un repreneur est également hypothéquée.

Renault ne veut plus consulter la Fonderie de Châteauroux, seul fabricant Français de roues. Tout comme la Fonderie du Poitou Aluminium, Renault étouffe cette fonderie visant son extinction. Après la fermeture de la Fonderie du Poitou Fonte, la Fonderie GMD de Saint Claude et l'obsession du constructeur français à se débarrasser de la Fonderie de Bretagne, il n'y a aucune équivoque possible. Cette décision s'inscrit clairement dans la poursuite et l'amplification d'une stratégie de délocalisation des activités industrielles française y compris pour des activités d'avenir utilisant l'aluminium.

Une stratégie où l'industrie automobile française se réduirait au seul montage de véhicules électriques, qui plus est à forte marge avec de faibles volumes, tout en concentrant son ingénierie aux services.

L'Etat, actionnaire de Renault, ne peut continuer à communiquer massivement sur la « reconquête industrielle » et appeler au rééquilibrage de la balance commerciale tout en laissant l'entreprise délocaliser et en s'exonérant de sa responsabilité sur l'avenir de l'industrie automobile dans l'hexagone.

Sous couvert de produire « *au moindre coût* » et de *création de valeur* pour les principaux actionnaires, Renault entend calquer le niveau social français à celui des pays les plus archaïques dans le domaine social. C'est pour les salariés français le retour aux conditions sociales d'un autre âge. Et pour nos collègues marocains, turcs, roumains, slovènes ou encore espagnols, une exacerbation des mises en concurrence les conduisant à accepter sans limite des conditions sociales toujours plus régressives et une incapacité accrue à acheter ce qu'ils produisent.

C'est socialement insoutenable pour les salariés, les populations et les territoires mais aussi pour les finances publiques du pays et de notre protection sociale. Et au-delà des questions sociales, c'est aussi l'expertise, le savoir-faire des salariés français qui partent en fumée avec une dépendance accrue de la France aux autres pays.

C'est tout aussi insoutenable sur le plan environnemental. Comment Renault pourrait-il se targuer d'être soucieux des questions environnementales lorsqu'il fait faire ailleurs, dans les pays souvent les plus carbonés pour réimporter ensuite l'essentiel de ce qu'il vend en France ?

La table ronde demandée par les administrateurs de la Fonderie du Poitou Aluminium doit être l'opportunité pour Renault de réviser sa position initiale et d'assumer enfin ses responsabilités vis-à-vis de la société Française.

Nous soutenons sans réserve les actions décidées par les salariés et leurs représentants CGT et CFE CGC de la Fonderie du Poitou Aluminium et nous amplifierons les actions qui s'imposent, si nécessaire.